

NOTRE CŒUR EST AVEC TOI
GAZA
OUT!
HALTE AU MASSACRE

SAMEDI 18 NOVEMBRE

RASSEMBLEMENT
PLACE DE LA MAIRIE 14h30

LIRE EN PAGE 5

LOI IMMIGRATION ET INTÉGRATION

**LE RÊVE DE MARINE LE PEN ET ERIC ZEMMOUR
EXAUCÉ PAR LA DROITE AU SÉNAT** **PAGE 2**

LE BILLET À BB : GUERRE... **PAGE 2**

**OFFRE DE SOINS DANS LE CENTRE ET LE SUD DE
LA HAUTE-MARNE**

L'ARS SE FRISE LES MOUSTACHES

**QUELQUES QUESTIONS À "ÉGALITÉ-
SANTÉ"** **PAGE 3**

LIVRET A :

**LE GOUVERNEMENT VA FINANCER L'INDUSTRIE
DE L'ARMEMENT AVEC NOTRE ÉPARGNE** **PAGE 6**

TOUS UNIS
CONTRE L'ÉNERGIE CHÈRE

SIGNEZ LA PÉTITION (PAGE 4)

ASHTON NOIR, C'EST NOIR !

Lundi dernier, on aurait pu reprendre tous en cœur la chanson de Johnny ! Toutes les parties communes de la tour d'Ashton étaient une nouvelle fois plongées dans le noir.

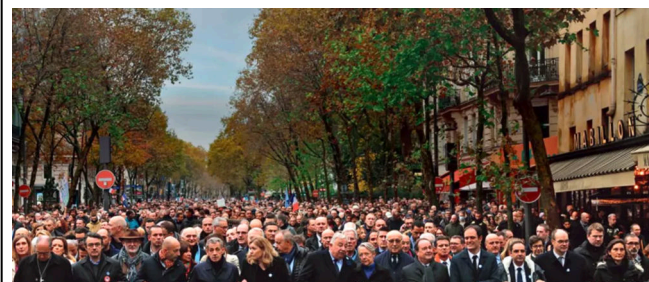
Les locataires les plus valides, lumière à la main, ont bravé l'obscurité pour nous dire, ainsi qu'à la presse locale, leur colère. Ils désirent rencontrer la direction de Chaumont Habitat, ils veulent des informations sur la réhabilitation de leur immeuble, mais en attendant, les réparations urgentes doivent être faites car ils payent leurs charges comme tout le monde.

C'est quand même pas la mer à boire ! Nous avons prévu de demander au président du Conseil départemental de respecter son engagement de rencontrer sur place, avec Chaumont Habitat, une délégation de locataires. Nous souhaitons également rencontrer Mme la préfète pour lui demander de mettre en œuvre une rencontre avec le bailleur, pour le mettre en face de ses responsabilités, comme cela avait été prévu par Mme Cornet, l'ancienne préfète.

Si ces démarches amiables échouent, la commission de conciliation, puis la justice seront saisies pour demander une suspension du loyer ou des charges afin de contraindre le bailleur à réaliser les travaux de mise en conformité. À Ashton, on ne lâche rien !

MARIE-ROSE PATELLI

CONTRE L'ANTISÉMITISME OU POUR LA BANALISATION DES IDÉES DU RN ? **PAGE 2**



Pour la République, contre l'antisémitisme

En tête de manifestation Larcher, Braun-Pivet, Borne, ses dix-sept 49-3, et... Nicolas Sarkozy. On ne peut voir sur la photo s'il a mis son élégant bracelet électronique signe, comme chacun le sait, d'une grande probité



“ On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre ” (J. Jaurès)

Il est facile de réduire à un soldat inconnu les millions de pioupiou arrachés à la vie pour des principes qui ne leur appartenaient pas, de ranimer périodiquement la flamme d'un brasier allumé par l'ignominie des hommes. Peut-on vraiment glorifier les outrages ordonnés souvent à l'instigation de quelques-uns, mais subis par des générations entières sacrifiées à la (dé)raison d'État ? Une guerre entre pays belligérants peut-elle être propre parce que n'opposant que des militaires ? Non ! Toute guerre est une saloperie, prélude à une boucherie qui n'épargnera que des nantis à l'abri.

Présentement, la terminologie des médias accrochés à l'actualité parle d'une guerre entre un État et une organisation, implicitement entre une nation qui aurait le "droit" de tuer et un groupuscule qui "terrorise" indûment son voisin. Terrifiant raccourci qui trouve un imbécile écho parmi le ventre mou d'une société dérivant sur la rive droite du Styx, affluent de la haine.

Est-ce une guerre quand le massacre d'une population viendrait en représailles d'une agression, inepte certes, mais qu'on le veuille ou non contre un occupant illégal. À l'heure actuelle, l'effarant constat que nous pouvons faire n'est rien d'autre que le décompte hallucinant de victimes d'une population innocente. Prendre le prétexte de l'anéantissement d'un peuple pour éliminer une éventuelle menace est une supercherie intellectuelle.

Qui peut croire qu'une solution finale garantira la paix, voir les expériences passées de l'hydre étasunienne embourbée chez les Viets ou l'ogre soviétique bouté par les talibans après des carnages de civils. Toutes les victimes collatérales d'aujourd'hui, de quelque côté qu'elles soient, deviendront des martyrs en puissance et n'apporteront que vengeance et loi du talion. Selon ses convictions, une mère n'hésitera pas à se serrer la ceinture d'explosifs pour semer la désolation parmi ceux qui ont ruiné sa vie ou parmi ceux qui les ont soutenus ; un seul homme révolté pourra répandre le sang en mémoire de son vécu dramatique. Ciel pour œil, dent pour dent !

Voilà pour des décennies et plus encore, le triste destin de peuples qui s'entretuent pour le profit des puissants de ce monde.

Camarade ! Il nous faut hurler contre la prétendue justification de ce génocide ignoble.

“ Tous les maux que la guerre prétend guérir sont moins épouvantables que la guerre elle-même. ” (V. Marguerite)

BERNARD BLUM - 16 novembre 2023

LOI IMMIGRATION ET INTÉGRATION

LE RÊVE DE MARINE LE PEN ET ERIC ZEMMOUR EXAUCÉ PAR LA DROITE AU SÉNAT

Suppression de l'aide médicale d'État, limitation du regroupement familial, durcissement des conditions de régularisation, facilitation des expulsions... Les sénateurs RN, centristes, LR, dont nos deux sénateurs haut-marnais, sont pris d'une frénésie anti-immigrés.

Considérés uniquement comme de la main-d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, les migrants qui fuient les guerres, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique n'ont-ils pas le droit d'être accueillis aussi dignement que les réfugiés ukrainiens ?

La droite veut donc abandonner l'aide médicale d'État (AME) permettant aux étrangers sans papiers de bénéficier d'un accès aux soins. Elle serait ruineuse, elle ne représente pourtant que 0,47% du budget de l'Assurance maladie. Cette mesure inhumaine nous concerne toutes et tous car l'absence d'accès aux soins empêche le dépistage des maladies transmissibles comme l'hépatite B, le VIH, la tuberculose, la rougeole dont le diagnostic tardif est un risque sanitaire pour toute la population. Plus de 3 500 médecins ont signé une pétition appelant à la désobéissance civile en cas de suppression de cette aide.

Dans la même veine, l'article 3, qui permettait l'octroi d'un titre de séjour “de plein droit” aux travailleurs sans-papiers dans des secteurs en pénurie de main-d'œuvre est supprimé et remplacé par l'article “4 bis” qui prévoit un titre de séjour accordé par les préfets “au cas par cas”. Ces intérimaires immigrés qui travaillent dans des secteurs essentiels : BTP, restauration, ramassage et traitement des déchets, nettoyage, logistique et qui enrichissent les patrons de l'intérim seront donc encore plus précaires.

Selon cette même loi, les personnes en situation régulière ne pourraient plus prétendre aux prestations familiales ou à l'aide personnalisée au logement (APL) si elles n'ont pas au moins cinq ans de présence en France. Autres mesures : la suppression de l'automatisme du droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers, la restriction du regroupement familial, y compris des conjoints de Français.

Sur le dos de l'immigration et des principes humains, se jouent des ambitions politiciennes et des négociations sordides. La CGT dénonce ce projet de loi qui va à l'encontre de nos valeurs d'accueil, de solidarité et d'égalité des droits.

MARIE-ROSE PATELLI

JEUDI 21 DÉCEMBRE

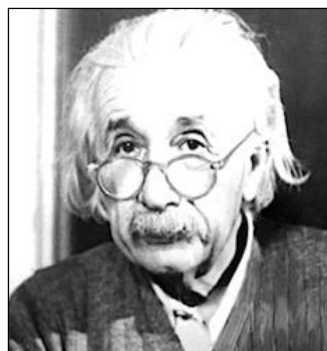
Le syndicat CGT des retraités de Chaumont

VOUS INVITE À UN APRÈS-MIDI CONVIVAL, GOÛTER-DÉBAT :

“le syndicalisme retraité et son rôle dans la cité”

RENDEZ-VOUS À 15H SALLE ROBERT GENEST

(AU CAVALIER) 10 RUE ROBESPIERRE 52000 CHAUMONT



Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire.

Albert Einstein

GAZA : DES BOMBES MADE IN FRANCE ?

Alors que l'ONU alerte sur le risque d'un « nettoyage ethnique » à Gaza, Macron, après bien des atermoiements a appelé « Israël à cesser les bombardements » tuant des civils à Gaza (interview à la BBC). Cependant des zones sombres demeurent dans la position française. C'est le cas avec les ventes d'armes de la France à Israël : 111 millions d'euros d'armes ont été vendues à Israël depuis 2017, dont 15,3 millions en 2022 (rapport du ministère des Armées de septembre 2023). Bombes, torpilles, matériel de conduite de tir, charges explosives, fusils d'assaut, les matériels de guerre français équipent en partie, l'armée israélienne.

Participent-ils directement des massacres et si oui, à quel niveau d'intensité ? Les bombes aériennes de l'armée israélienne qui pleuvent sur Gaza sont-elles en partie made in France ? Qu'en disent les partisans d'un « soutien inconditionnel » à Israël ? La France va-t-elle suspendre ses ventes d'armes à un État qui multiplie les crimes de guerre sur la population gazaouie ? Selon les chiffres de ce rapport, la France est le premier fournisseur européen d'armements à l'État d'Israël, et enregistre ainsi un sinistre et morbide record.

La France a pourtant ratifié le Traité sur le Commerce des Armes (TCA) des Nations Unies qui interdit toute vente lorsque les armes sont susceptibles d'être utilisées contre des civils ou en cas de risque de violation de la Convention de Genève de 1949.

SYNDICAT CGT RETRAITÉS

JEUDI 21 DÉCEMBRE

Le syndicat **CGT** des retraités de Chaumont

VOUS INVITE À UN APRÈS-MIDI CONVIVAL, GOÛTER-DÉBAT :

“le syndicalisme retraité et son rôle dans la cité”

**RENDEZ-VOUS À 15H
SALLE ROBERT GENEST**

(AU CAVALIER) 10 RUE ROBESPIERRE
52000 CHAUMONT

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN STOP AUX MASSACRES !

Une inacceptable punition collective.

Depuis un mois, les habitant-es de Gaza sont sous le feu des bombardements de l'armée israélienne. Plus de 10 000 personnes sont déjà mortes dont près de la moitié sont des enfants. Ces massacres de la population palestinienne ne font que s'accroître chaque jour. La violence et les actes de terreur perpétrés par le gouvernement israélien bafouent à nouveau le droit international après l'avoir fait depuis des décennies avec l'occupation des territoires palestiniens par les colons israéliens.

La violence et les actes de terreur perpétrés par le Hamas le 7 octobre contre des civil-es israélien-nes ne justifie en rien la punition collective actuellement à l'œuvre contre le peuple palestinien tout entier. Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité se multiplient dans ce qui s'apparente de plus en plus à un génocide.

Ce gouvernement dominé par l'extrême droite mène ouvertement une politique d'apartheid et poursuit inexorablement la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, au mépris de toutes les décisions internationales, fermant chaque jour davantage la porte à tout processus de paix, alors que Netanyahu et ses alliés politiques appellent à raser les villes de Gaza.

Une situation humanitaire catastrophique

Les hôpitaux sont bombardés, ceux qui ne sont pas encore détruits sont exsangues et pris d'assaut par les blessé-es. Les soins sont quasiment impossibles, les blessures de guerre très graves et les amputations sont réalisées sans anesthésie. Près de 1,7 million de personnes ont été obligées de quitter leur logement dans l'urgence et la peur. Mais le sud de Gaza, où se réfugie une partie des habitants du nord, est bombardé, alors que la densité de population au kilomètre-carré y a dépassé les 10 000 habitant-es.

Nous dénonçons cette politique mortifère du gouvernement d'extrême droite israélien. Nous appelons à mettre fin aux massacres, et exigeons :

- le cessez-le-feu immédiat
- l'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population
- la protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie
- une paix juste et durable entre Palestinien-nes et Israélien-nes.
- la liberté d'expression et de manifestation, les libertés démocratiques fondamentales ;
- la lutte contre les racismes, l'antisémitisme et l'islamophobie et les stratégies de récupération et de division qui profitent à l'extrême droite.



Chaumont, 10 novembre. Environ 80 personnes étaient présentes au rassemblement de soutien au peuple palestinien. Les retraité-es y étaient nombreux. Notre photo : des militants retraités rassemblés autour de l'affiche que le graphiste Gérard Paris-Clavel nous a fait parvenir. Le mot paix en quatre langues (Français, anglais, arabe et hébreu). Cette affiche date de la première guerre du golfe. Elle reste malheureusement d'une actualité brûlante

> logement social

UNE ENQUÊTE LÉGALE ET PUNITIVE !

7,62 € par mois de retard pour les "clients-locataires" qui ne retourneront pas à Chaumont Habitat l'enquête nationale obligatoire, accompagnée de la photocopie de leur avis d'imposition ou de non-imposition 2023. Cette enquête sur l'occupation des logements sociaux oblige le locataire à y répondre dans les délais imposés, sous peine de pénalités financières. Il est question de déterminer si les revenus imposables du locataire dépassent les plafonds de ressources applicables au logement social. Si c'est le cas, un supplément de loyer s'ajoutera au loyer des personnes dont les revenus dépassent de plus de 20 % les plafonds autorisés pour occuper leur logement. Le texte consulté dit que ce supplément de loyer "contribue à la construction de nouveaux logements sociaux pour les ménages les plus modestes. C'est donc une action solidaire". ! En même temps, on apprend que l'argent du livret A, qui devait être dédié à la construction sociale, va être détourné pour financer l'armement.

> Droite et RN bras dessus, bras dessous

MARCHE CONTRE L'ANTISÉMITISME OU DÉDIABOLISATION DU RN ?

Une marche contre "le racisme et l'antisémitisme" aurait certainement dissuadé le RN d'y participer. En limitant l'appel au seul antisémitisme, la droite ouvrait en grand la porte à ce parti dont des responsables ont été condamnés de nombreuses fois pour antisémitisme et négationnisme. « Un détail » quand il faut dédiaboliser le RN, en faire un parti comme les autres,

JE NE DIS PAS QUE LES CHAMBRES À GAZ N'ONT PAS EXISTÉ. JE N'AI PAS PU MOI-MÊME EN VOIR. JE N'AI PAS ÉTUDIÉ SPÉCIALEMENT LA QUESTION. MAIS JE CROIS QUE C'EST UN POINT DE DÉTAIL DE L'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.

JEANMARIE LE PEN

pour qu'il puisse accéder au pouvoir, y faire la même politique que les macronistes, tout en se disant le défenseur du peuple !

Il y a véritablement matière à s'inquiéter quand c'est la gauche qui est huée et traitée de "facho", que l'extrême droite parade fièrement dans la rue et que des militants néo-nazis ou nationalistes attaquent des collectifs pour la Palestine (à Lyon le week-end dernier), des librairies "engagées", et menacent de mort des députés de gauche.

Et que dire de la banderole "Pour la République" portée par Nicolas Sarkozy (multi-condamné pour corruption et trafic d'influence, normalement sous bracelet électronique !), par Elisabeth Borne; madame dix-sept 49/3 et bien d'autres qui bafouent les valeurs de la République !

> LIVRET A

LE GOUVERNEMENT VA FINANCER L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT AVEC NOTRE ÉPARGNE

Historiquement, le livret A finance le logement social - et depuis peu, en plus, le renouvellement urbain.

En pratique, la Caisse des dépôts et consignations utilise le livret A pour prêter de l'argent aux organismes du logement social : offices publics d'aménagement et de construction (OPAC), offices publics de l'habitat (OPH), entreprises sociales pour l'habitat (ESH). Les prêts sont indexés sur le taux du livret A, à des taux privilégiés.

Désormais, un amendement au projet de loi de finances 2024, que vient de faire adopter Elisabeth Borne, à l'aide du 49.3, autorise à puiser dans les ressources du livret A et du livret d'épargne populaire pour « financer l'industrie de la défense ». Cela constitue une manne pour l'industrie de la défense, puisque l'encours du seul Livret A dépasse les 400 milliards d'euros.

Cette décision fait craindre des conséquences sur le financement du logement social, déjà particulièrement mis à mal, dont le livret A constitue l'un des apports traditionnels.

Il n'est pas admissible que les économies des ménages soient utilisées pour financer la guerre !

ADRIANA FERNANDEZ

LE DESSIN DE LA SEMAINE



**Sans état d'AME
DESSIN DE FRED SOCHARD**

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Josiane, Denise, Bernard, Marie, Xavier, Maurice, Alain, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Denis et Fanfan, Élise, Laurent, Liliane, Lucienne, Gérard, Anne et Frank, Michel, Anna, Éric, Josette, Mohamed, Patrice, Michel, Jacqueline, Florent, Jean-Claude, Chantal, Christian, Luc, Gérard, Jean-Louis, François et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

QUELQUES QUESTIONS À “ÉGALITÉ-SANTÉ”

L'association «Egalité Santé», qui milite pour le transfert de l'hôpital de Langres à Rolampont et le démantèlement de l'hôpital de Chaumont en transférant également son plateau technique à Rolampont, organise une réunion à Chaumont, Jeudi 30 novembre à 20 heures, salle Robert-Genest. Ce projet, qui a mobilisé nombre d'habitants du sud du département, ne prend pas en compte la réalité de notre secteur. Afin que la population soit parfaitement informée sur le sujet, il nous semble important qu'à la réunion soient au moins soulevées ces quelques questions :

Pourquoi ne vous êtes-vous pas battus pour le maintien de tous vos services actuels dans les nouveaux locaux de l'hôpital de Langres ? Ne croyez-vous pas qu'avec votre formidable mobilisation et l'appui de tous vos élus, vous auriez eu plus de chances d'obtenir gain de cause auprès de l'ARS ?

Si c'est parce que vous croyez indispensable un regroupement avec Chaumont, pourquoi n'avez-vous pas intégré à votre groupe de réflexion, en due proportion, la communauté médicale et hospitalière de Chaumont ?

Pourquoi persistez-vous à dire que Rolampont est au centre des secteurs de Chaumont et Langres ?

Pourquoi limitez-vous le secteur de l'hôpital de Chaumont au seul arrondissement de Chaumont (63 000 habitants, contre 43 200 pour celui de Langres) ? Ne savez-vous pas que, du fait de l'extrême éloignement de l'hôpital de Saint-Dizier, une partie non négligeable des habitants de l'arrondissement de Saint-Dizier fréquente l'hôpital de Chaumont ? Ne savez-vous pas non plus que, du fait de l'éloignement de l'hôpital de Troyes, une partie des habitants du secteur de Bar-sur-Aube fréquente l'hôpital de Chaumont ? Ne voyez-vous pas que le secteur de Chaumont est pratiquement deux fois plus important que celui de Langres ? Ne voyez-vous donc pas que Rolampont est très excentré ?

Vous écrivez à Elisabeth Borne qu'avec le projet «excentré» de Chaumont, 25 % de la population se retrouvera «parfois» à plus de 45 km du plateau technique unique. Pouvez-vous préciser ? Avez-vous calculé combien

d'habitants du secteur de l'hôpital de Chaumont se trouvent à plus de 50 ou 60 km de Rolampont ? Nous estimons le chiffre à au moins 30 000.

Vous dites que le transfert de la maternité de Langres vers Chaumont a fait perdre des patientes qui se sont adressées ailleurs. Et vous avez raison. Mais ne voyez-vous pas qu'un transfert vers Rolampont aurait de bien pires conséquences (fuites vers Dijon, Troyes, Neufchâteau, Nancy) ? Ne voyez-vous pas qu'il en serait de même pour tous les domaines ?

Vous écrivez encore à Elisabeth Borne que la proximité d'un nœud autoroutier facilitera les évacuations sanitaires vers les CHU de Dijon et Nancy. Certes, mais avez-vous calculé l'augmentation de trajet, beaucoup plus problématique, entre le lieu de prise en charge en urgence des malades ou accidentés et l'éventuel hôpital de Rolampont ?

De même, vous écrivez que Rolampont présenterait l'avantage d'un gain de temps pour les spécialistes des CHU venant y effectuer des vacations hebdomadaires.

Vous paraît-il logique que, pour faire gagner 20 minutes (aller et retour) par semaine à quelques médecins, on puisse faire circuler pendant une heure des centaines de personnes tous les jours ?

**SYNDICAT CGT DES
RETRAITÉS DE
CHAUMONT**

L'ARS SE FRISE LES MOUSTACHES

Dans le contexte d'agitation et de confusion autour de l'organisation de l'offre de soins dans le centre et le sud de la Haute-Marne, l'ARS a fait un point d'étape du projet le mercredi 8 novembre. Apparemment, elle fait avancer son projet sereinement. Curieux contraste avec un environnement dont les agissements peuvent dérouter et questionner.

On y retrouve, pêle-mêle, une association qui défend d'abord, avec des arguments fallacieux, l'intérêt des médecins et du groupe Elsan, des préfètes très complaisantes avec cette association, ce qui ajoute à la confusion. L'exigence du service public qui garantit une égalité de traitement entre les patients est abandonnée.

On sent planer des appétits revanchards autour de la conquête de la mairie de Langres, et un député RN en embuscade. On y a vu des hommes politiques qui rétropédalent et des journaux nationaux qui pondent des articles avec des sources approximatives. Le silence des élu-es de Chaumont, et de l'Aglo est assourdissant. La population du centre Haute-Marne est ignorée. Seul le président du Conseil Départemental réagit.

Apparemment sourde au brouhaha extérieur, l'ARS reste fidèle au Ségur de la santé, organise la distribution en filières de soin sur les trois villes, Chaumont, Langres, Bourbonne, les lieux d'implantation des hôpitaux, et informe sur l'avancée des appels d'offres (Jhm du 9/11). L'agitation évoquée fait diversion, elle est la meilleure alliée de L'ARS qui avance en sourdine. L'écueil majeur de ce projet est l'abandon de la chirurgie sur Langres que nous avons dénoncé dès l'adoption du Ségur, d'autant que ce service a prouvé sa qualité. La place du

secteur privé est confortée. Les moyens et le nombre de lits dévolus aux différents services sont passés sous silence. Les personnels sont en droit de savoir si les emplois vont être maintenus ou évoluer et comment, afin de se projeter dans l'avenir.

C'est sur ces exigences que les énergies doivent se mobiliser aujourd'hui en cessant cette guerre stérile et partisane.

LOUIS LAPRADE

[QU'ON SE LE DISE UNE BONNE FOIS POUR TOUTES]

**ARRÊTEZ
DE
PRIVATISER
NOTRE HÔPITAL
PUBLIC**

MERCI.

#PLUSJAMAISCA

TOUS UNIS CONTRE L'ÉNERGIE CHÈRE

SIGNEZ LA PÉTITION POUR UN RETOUR À UNE ÉNERGIE
100% PUBLIQUE, ACCESSIBLE ET DÉCARBONÉE

SIGNEZ LA PÉTITION

Depuis 1999, l'Union européenne et les gouvernements imposent au secteur public de l'énergie une libéralisation à marche forcée.

Démantèlement d'EDF-GDF, ouverture à la concurrence, le sacro-saint marché devait provoquer une baisse des prix pour les usagers.

Pour quel bilan trente ans plus tard ? Les tarifs de l'électricité ont augmenté de près de 100% depuis l'ouverture à la concurrence entraînant une inflation généralisée des produits du quotidien.

La France est un îlot de production d'électricité pilotable et décarbonée. Sortir des logiques concurrentielles, reconnecter les prix de l'électricité au système de production français et déterminer les tarifs réglementés de vente sur la base des coûts de production d'EDF, c'est la solution de bon sens pour des factures maîtrisées.

Revenir à un véritable service public, sortir du marché, c'est la garantie de factures moins chères !

SIGNEZ LA PÉTITION : https://energie-publique.fr/#signer_23

LES VOITURES ÉLECTRIQUES ASSOIFFENT LES PAYS DU SUD

Batteries, moteurs... Les voitures électriques nécessitent des quantités de métaux considérables. Si rien n'est fait pour limiter leur nombre et leur poids, on estime qu'elles pourraient engloutir plusieurs dizaines de fois les quantités de [cobalt, de lithium ou de graphite que l'on extrait](#) aujourd'hui.

Démultiplier la production minière dans des proportions aussi vertigineuses a une conséquence directe : elle pompe des ressources en eau de plus en plus rares. Car produire des métaux exige beaucoup d'eau. Il en faut pour concentrer le métal, pour alimenter les usines d'hydrométallurgie, pour les procédés ultérieurs d'affinage ; il en faut aussi pour obtenir les solvants et les acides utilisés à chacun de ces stades, et encore pour simplement limiter l'envol de poussières dans les mines. Produire 1 kilogramme de cuivre peut nécessiter 130 à 270 litres d'eau, 1 kg de nickel 100 à 1 700 l, et 1 kg de lithium 2 000 l.

Au Maroc, au Chili, en Argentine... les mines engloutissent la ressource de pays souffrant déjà de la sécheresse.

Site Reporterre : <https://reporterre.net/Les-voitures-electriques-assoiffent-les-pays-du-Sud>



Reporterre
Le média de l'écologie

RAPPORT ANNUEL DU SECOURS CATHOLIQUE SUR L'ÉTAT DE LA PAUVRETÉ

POURQUOI LES FEMMES SONT-ELLES PLUS EXPOSÉES À LA PAUVRETÉ ?

Dans son rapport annuel sur l'« État de la pauvreté », paru mardi 14 novembre, le Secours catholique alerte sur la précarité croissante des femmes, indissociable des charges qui pèsent sur elles de manière structurelle.

Parmi les personnes qui poussent la porte du Secours Catholique, 24 % touchent le RSA, mais plus d'un tiers des bénéficiaires éligibles ne l'ont pas touché en 2022.

Le constat est sans appel : la pauvreté s'incarne de plus en plus au féminin. Alors qu'elles constituaient déjà la moitié des bénéficiaires du Secours catholique à la fin des années 1980, les femmes sont aujourd'hui largement surreprésentées avec près de 60 % des demandes, selon le rapport annuel de l'association basé sur les statistiques issues des 1 027 500 personnes qui l'ont sollicitée en 2022.

Ce chiffre s'inscrit dans [un contexte d'aggravation de la pauvreté](#), puisque le niveau de vie médian constaté a baissé de 7,6 % en un an. Il s'établissait à 538 euros par mois en 2022 (contre 579 euros en 2021), soit 18 euros par jour pour subvenir à tous les besoins, dont le logement. Pire, trois quarts des bénéficiaires survivent très en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 40 % de cette somme – par comparaison, ils étaient 65 % en 2017.

Cette tendance s'explique notamment par [la forte inflation des prix de l'alimentation](#) (+ 6,8 % en 2022) et de l'énergie (+ 23,1 %). Selon les auteurs du rapport, « *tout porte à croire que cette dégradation se poursuit en 2023, comme en atteste [la forte hausse du nombre de personnes faisant appel à l'aide alimentaire](#) des associations* ».

Rapport du Secours
catholique et
Journal l'Humanité



**Secours
Catholique
Caritas France**